

VENDREDI 25 JUILLET 2014

- = La grande entreprise de manipulation des marchés financiers semble atteindre ses limites p.1
- = La « reprise » en un graphique p.3
- = Le cycle du crédit est mort... vive la dette ! p.4
- = Faillite bancaire au Portugal : le deuxième domino est tombé p.7
- = En 2012, une éruption solaire a failli renvoyer notre civilisation au 18e siècle (NASA) p.9
- = Résultats des banques, rachats d'entreprise, hausse de la bourse : alerte à la bulle ! p.10
- = « Ce n'est pas un signe de bonne santé mentale que d'être bien adapté à une société malade... » p.14
- = Crédits du FMI : sauvetage de l'économie ou mauvais service ? p.20
- = Voitures Electriques: Le marché dépasse les bornes p.23
- = Le FMI abaisse encore et toujours ses prévisions de croissance ... p.24
- = UN PARI DE DUPES DES OCCIDENTAUX ? p.25
- = Les risques géopolitiques menacent la croissance, avertit le FMI p.28

<> <> <> <> <> <> <> <> <> <> <> <> <> <> <> <>

## La grande entreprise de manipulation des marchés financiers semble atteindre ses limites

Par Philippe Herlin - GoldBroker  
Publié le 25 juillet 2014

La grande entreprise de manipulation des marchés financiers semble atteindre ses limites : les bulles sont au plus haut, les risques aussi. La planche à billets des banques centrales, ainsi que le maintien au plancher de leur taux directeur, fonctionne parfaitement ; les taux sur les obligations souveraines atteignent des bas historiques aux Etats-Unis, en Allemagne, au Royaume-Uni et en France. Cela fonctionne même trop bien : ces obligations ne rapportent même pas l'inflation, signe évident d'une bulle.

Où va l'argent, si les obligations souveraines ne rapportent plus rien ? Sur la bourse évidemment, qui bat également des records. Le Dow Jones a dépassé son record de 2007, avant l'éclatement de la crise de 2008, et, partout dans le monde, les marchés actions se portent très bien. Autre domaine où les liquidités peuvent se placer : l'immobilier. Mais, dans ce cas, la situation est plus contrastée car, même si l'on note des tensions ou des bulles ici ou là (Chine, pays émergents, certaines zones aux Etats-Unis et en Europe), les investisseurs ne sont quand même pas prêts à repartir tête baissée dans l'immobilier, quelques années seulement après la crise des

subprimes.

On constate ainsi que, sur les grandes classes d'actifs, on atteint les limites : les banques centrales ne peuvent plus baisser leurs taux, car elles sont à zéro ou presque, les obligations souveraines ne peuvent pas durablement rapporter moins que la hausse des prix, les marchés actions peuvent difficilement faire croire que l'économie se porte vraiment mieux qu'avant la crise de 2008 et, enfin, le marché immobilier progresse également et offre encore un dérivatif, mais sur lequel tout le monde demeure néanmoins prudent.

Le problème est que ces indicateurs au plus haut parient sur la capacité de l'économie à redémarrer et des Etats à se désendetter... ce qui ne se produit absolument pas, pour l'instant. Au contraire, les dettes publiques aux Etats-Unis, en Europe et au Japon continuent d'augmenter, et la croissance se fait toujours attendre (le PIB du premier trimestre s'est établi à +1,6% au Japon, +0,2% dans la zone euro, -2,9% aux Etats-Unis, on le rappelle). Il y a un hiatus de plus en plus flagrant entre l'économie réelle et les marchés financiers ; cela ne peut pas durer encore longtemps. Le peu de croissance obtenu l'est par des "effets richesse" (ceux qui possèdent ces actifs se sentent plus riches et consomment plus), alors que c'est la seule amélioration de la productivité suivie d'une augmentation des revenus qui permet une croissance durable ; mais, manque de chance, l'investissement des entreprises demeure déprimé.

Lors de la précédente grande période de croissance achetée à crédit (2000-2006), l'or avait joué son rôle d'avertisseur en progressant nettement ; il signifiait par là que le crédit excédait les capacités de l'économie, que trop d'argent était créé. Cette fois, son cours s'avère plus erratique... mais c'est vrai qu'il est sous surveillance. Après une grande discrétion durant les années '80 et '90 où il stagnait autour de 300 \$ l'once, sa remontée, à partir de 2000, l'a mis sous les projecteurs. Et quand il a tutoyé les 2,000 dollars en août 2011, les banques centrales et les Etats n'ont vraiment pas apprécié que leur monnaie papier soit autant ridiculisée. Depuis, on le sait, le cours est plus ou moins manipulé à la baisse mais, [selon Egon Von Greyerz, les manipulateurs de l'or sont désespérés](#), "avec des coffres presque vides, les banques centrales et les bullion banks commencent à désespérer". Hum,

c'est le moment, non ? De se retirer des obligations et des actions, pour ceux qui en possèdent encore, et de migrer vers l'or (physique s'entend) ?

Quoi qu'il en soit, l'inflexion ou le retournement pourrait bientôt apparaître. Il faudra surveiller la croissance américaine, voir si la Fed parviendra à stopper son plan de Quantitative easing et commencer à remonter ses taux, comme Janet Yellen s'y est engagée. C'est encore, bien sûr, la première puissance économique mondiale qui donnera le ton.

*Remerciements à Philippe Herlin. de [www.goldbroker.com](http://www.goldbroker.com)*

## La « reprise » en un graphique

Par Jesse - *Le Café Américain*  
Publié le 25 juillet 2014

« Les pilliers de notre monde, lorsqu'il ne reste plus rien sur les terres désolées par leur vol injustifié, s'en vont au-delà des mers. Les richesses des autres régions excitent leur avarice et le soif de pouvoir. Rien, depuis l'endroit où le Soleil se lève jusque là où il se couche, n'est suffisant à leurs yeux. Parmi tous les autres, eux seuls sont capables d'attaquer les pauvres comme les riches.

Ils appellent un Empire le vol, le viol et le massacre ; et les déserts qu'ils laissent derrière eux la paix ».

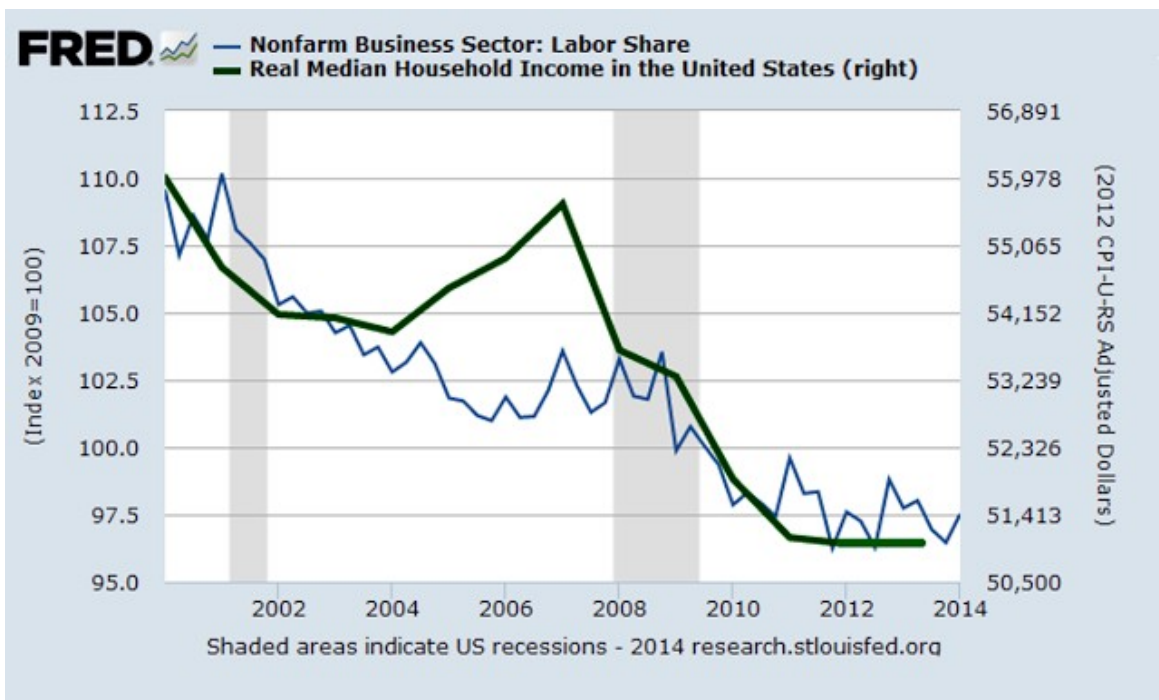
Tacite, *Agricola*

La nature humaine est une drôle de chose. Malgré tous les progrès que nous faisons, rien ne semble jamais changer si ce n'est de nom.

Les Empires sont désormais appelés « guerres contre le terrorisme ».

*Panem et circenses.* Washington est un cirque, et nous savons qui obtient le plus de pain.

Le temps n'est pas venu de se laisser distraire. Que sera le prochain « grand événement » ?



### THE IMPERIAL PRESIDENTS



## **Le cycle du crédit est mort... vive la dette !**

25 juil 2014 | **Bill Bonner** | <http://la-chronique-agma.com/cycle-du-credit-dette/>

- Selon des économistes de renom — notamment ceux payés par le gouvernement américain pour prédire l'avenir — les taux d'intérêt vont rester bas pendant longtemps.

Peut-être devrions-nous faire une pause et dire un petit *Ave Maria*... ou toute autre prière appropriée lorsqu'on conduit un cycle de marché vers la tombe. Peut-être faudrait-il proclamer un jour de deuil. Ou lever un verre ou deux en

son honneur. Oui, les autorités ont prononcé la mort de notre vieil ami : mort... mort... mort... raide mort. Immobile. Elles ont nié la responsabilité de la mort du cycle des taux d'intérêt, mais admettent qu'il a expiré durant leur garde.

Le cycle du crédit est avec nous depuis longtemps. Depuis qu'il y a des marchés, il y a du crédit. Et comme toutes les choses disponibles dans un marché, le crédit était soumis à des rythmes — généralement liés aux récoltes — et son prix variait en fonction des règles de l'offre et de la demande.

Le cycle du crédit semblait permanent. Mais comme tant de choses dans cette vie éphémère... il nous a été enlevé par les planificateurs centraux des autorités. *Exeunt omnes*. Alléluia !

Plus spécifiquement, le Congressional Budget Office nous annonce que les frais de taux d'intérêt des autorités américaines pour les 25 prochaines années ressembleront de très près aux rendements constatés ces dernières années. C'est-à-dire que le CBO projette un coût de financement de 4,1% ; c'est très proche de la moyenne des 10 dernières années... et substantiellement plus bas que la moyenne de long terme de 6,59% depuis 1962.

L'estimation du CBO (si on y croit) nous dit que les taux d'intérêt US sont prisonniers d'un canal perpétuellement bas, comme les ondes cérébrales d'un patient dans le coma. Fini, disent les autorités, l'excitation du cycle haussier des années 60 et 70, quand les taux du T-Bond US à 10 ans avaient grimpé de 15%.

#### ▪ **Merci les taux !**

Ce n'est pas une information mineure. Si les taux d'intérêt grimpaient de manière appréciable, l'économie "emprunter, emprunter, emprunter... dépenser, dépenser, dépenser" disparaîtrait.

Sans blague. Le monde post-70 a été possible grâce à plusieurs tendances interconnectées. La plus importante a été le déclin des taux d'intérêt, qui a permis à la dette de se développer de manière remarquable.

La dette totale du marché du crédit US est passée de 170% du PIB au début des années 80 à plus de 350% en 2007. En termes nominaux, la dette totale est passée d'environ 5 000 milliards de dollars à plus de 50 000 milliards en 2007.

Cela a eu les conséquences suivantes :

- L'emprunt a masqué les effets d'un ralentissement de l'économie réelle. Dans leur majeure partie, les salaires ont stagné. Malgré ça, les consommateurs ont dépensé plus.

- Puisque les dépenses dépassaient la production réelle, l'économie, qui se concentrait sur la production, s'est mise à se concentrer sur la finance et la consommation. L'industrie financière, en particulier, a vu ses profits grimper en flèche... et a utilisé sa richesse pour contrôler la politique gouvernementale.

Les gouvernements aussi ont augmenté leurs dépenses. Les recettes fiscales se sont développées parallèlement à la consommation financée par la dette et de l'ingénierie financière. Les recettes fiscales en 1990 n'étaient que de 1 000 milliards de dollars environ. A présent, elles sont à 2 500 milliards de dollars. Par ailleurs, les gouvernements ont tiré parti des taux bas pour emprunter plus.

Cela a faussé l'économie plus encore ; que les fonds viennent de l'emprunt ou des taxes, le gouvernement transfère la richesse des parties productives de l'économie vers celles qui sont improductives, voire anti-productives.

#### ▪ **Sans dette, tout s'écroule**

A mesure que le temps passait, il est devenu de plus en plus important de continuer à développer la dette. Les consommateurs, les entreprises et le gouvernement en sont venus à dépendre de l'expansion du crédit rien que pour faire du surplace. Non seulement l'expansion de la dette est devenue une composante indispensable de la nouvelle économie, mais elle a créé son propre soutien politique. Une telle quantité de gens dépendent désormais d'un accès facile au crédit — y compris le gouvernement US lui-même — que ni la Fed ni le Congrès n'ont pu refuser des efforts pour maintenir les taux d'intérêt au plancher.

De sorte que le Congrès, le CBO, la Fed... l'industrie financière... des millions de ménages et de zombies un peu partout tombent tous d'accord pour dire qu'on ne peut pas laisser les taux grimper. Il faut les maintenir au plus bas à tout prix. Et si le cycle des taux n'est pas encore mort... il devrait l'être.

Regardez un graphique des taux directeurs de la Fed. Vous verrez qu'il ressemble à l'ECG d'un homme en mort cérébrale. Ligne plate depuis 69

mois. Et ils sont là. Agglutinés autour de lui. Des économistes. Des décideurs. Des politiciens. Ils l'observent tous avec attention. Vérifient son pouls. Écoutent sa respiration...

... et tiennent un sac en plastique tout prêt, au cas où il tente de se relever.

## **Faillite bancaire au Portugal : le deuxième domino est tombé**

**Blog de la résistance et Le Nouvel Observateur 25 juillet**

**Attention au Crédit agricole , qui est très exposé : cela pourrait catalyser la chute des dominos ... en France, puis en Europe ; Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance (spécial été)**

Lisbonne (AFP) – Dans le collimateur des marchés depuis un mois, la pression s'est encore accrue mardi sur la banque portugaise BES, après l'annonce du dépôt de bilan d'une autre holding de son principal actionnaire, la famille Espirito Santo.

La chute de la dynastie bancaire la plus puissante du Portugal s'est accélérée, avec l'annonce, coup sur coup, des demandes de deux de ses holdings à être placées sous le régime de gestion contrôlée auprès des autorités luxembourgeoises.

Rioforte a emboîté mardi soir le pas à la holding de tête Espirito Santo International (ESI), qui a été mise quelques heures auparavant sous le régime de gestion contrôlée par le tribunal de commerce de Luxembourg où les deux holdings ont leur siège.

La holding Rioforte "n'est pas en mesure de remplir ses obligations sur une partie de ses titres de dette", a-t-elle reconnu dans un communiqué avant de demander à bénéficier, elle aussi, du régime de protection des créanciers.

Rioforte avait échoué la semaine dernière à régler 897 millions d'euros de dette au groupe Portugal Telecom. L'opérateur historique a aussitôt menacé d'avoir recours à la justice pour obtenir le remboursement du prêt controversé, qui lui a attiré les foudres de ses actionnaires.

A l'instar d'ESI, Rioforte devrait présenter un plan de restructuration censé lui permettre de vendre des actifs et lever des fonds, à l'abri des demandes de ses créanciers.



Rioforte possède 49% du capital de Espirito Santo Financial Group (ESFG), à son tour premier actionnaire de la banque BES avec une participation de 20,1%, aux côtés de la banque française Crédit agricole (14,6%).

- Risques pour l'économie -

La crise de la BES, dont les actifs pèsent plus de la moitié du produit intérieur brut du Portugal, est devenue une affaire d'Etat: le gouvernement commence à s'inquiéter de ses conséquences sur l'économie du pays, tout juste sorti de son plan d'assistance financière.

Si des détenteurs de titres de dette du groupe "devaient subir des pertes importantes, ils pourraient reporter des investissements, voire être confrontés à de fortes difficultés", s'est inquiété ainsi lundi le président de la République Anibal Cavaco Silva.

Les ennuis financiers de la famille Espirito Santo avaient éclaté au grand jour avec la découverte en mai d'irrégularités comptables au sein de la holding ESI qui a précipité le départ du [PDG](#) de la BES Ricardo Salgado, remplacé par l'économiste réputé Vitor Bento.

Si la solvabilité de la première banque cotée du pays n'est pas remise en cause, à en croire le [gouvernement](#) et la Banque du Portugal, elle a cependant vendu de nombreux titres de dette des deux holdings à ses clients.

La BES a assuré "garantir le remboursement" de tous les titres de dette de Rioforte et ESI acquis par des particuliers dans son réseau bancaire, dont le montant total a été chiffré à près de 600 millions d'euros.

- Clients suisses lésés -

La banque, qui a vu fondre sa capitalisation boursière de plus de moitié en un mois, a annoncé mardi le report de cinq jours, au 30 juillet, de ses résultats semestriels qui s'annoncent désastreux.

Les investisseurs guettent de près l'estimation des pertes de la banque dues à son exposition à la dette du groupe Espirito Santo.

Si la BES a évalué son exposition à 1,2 milliard d'euros, elle a dit attendre la publication du plan de restructuration du groupe avant de pouvoir chiffrer des pertes potentielles.

Les déboires d'ESI ont aussi eu des répercussions en Suisse où la holding n'a pas remboursé à temps des échéances de titres de dette à court terme détenus



par des clients de Banque Privée Espirito Santo.

Hasard du calendrier, la banque suisse du groupe, spécialisée dans la gestion de patrimoine, a annoncé mardi la vente d'une majeure partie de son activité de gestion privée à la Compagnie Bancaire Helvétique.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/topnews/20140722.AFP2444/empire-espirito-santo-le-deuxieme-domino-est-tombe.html>

## **En 2012, une éruption solaire a failli renvoyer notre civilisation au 18e siècle (NASA)**

7 sur 7, 25 Juillet 2014



*On y retournera [au 18e siècle] de toutes les manières...*

### **On a échappé à une tempête solaire en 2012**

**En 2012, une puissante tempête solaire a manqué la Terre de peu et aurait pu perturber tous les circuits électriques et "renvoyer la civilisation contemporaine au 18e siècle", a révélé la Nasa.**

La tempête, qui s'est produite le 23 juillet 2012, la plus puissante depuis 150 ans, a manqué la planète de peu, selon un communiqué de l'agence spatiale américaine publiée sur son site internet mercredi.

"Si l'éruption avait eu lieu une semaine plus tôt, la Terre aurait été en première ligne", souligne Daniel Baker de l'université du Colorado.

Le satellite STEREO-A, qui surveille les tempêtes solaires, a, lui, pu observer de manière très précise le déroulement, permettant aux scientifiques de conclure que la tempête de 2012 n'a eu d'égale que celle de 1859.

### **Des dégâts d'une ampleur inédite**

L'Académie nationale des Sciences a estimé que l'impact d'une tempête de l'ampleur de celle de 1859, si elle frappait la Terre, coûterait à l'économie mondiale 2.000 milliards de dollars et causerait des dégâts d'une ampleur inédite.

Car les tempêtes solaires peuvent aisément perturber les réseaux électriques et interrompre les télécommunications, internet, les transports aériens ou tout autre système reposant sur l'électricité.

Les tempêtes solaires naissent à la surface du Soleil. Ces explosions ou éjections de masse coronale (EMC) projettent du plasma ionisé dans l'espace à de grandes vitesses.

Les vents solaires chargés de puissantes radiations résultant de ces éjections de masse coronale provoquent des orages géomagnétiques en interagissant avec le champ magnétique terrestre.

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1506/Sciences/article/detail/1959662/2014/07/25/On-a-echappe-a-une-tempete-solaire-en-2012.dhtml>

## **Résultats des banques, rachats d'entreprise, hausse de la bourse : alerte à la bulle !**

par Laurent Pinsolle (son site) vendredi 25 juillet 2014

Début 2009, j'avais pronostiqué une nouvelle crise financière, que j'anticipais pour fin 2016 – début 2017. Malheureusement, il semblerait que tous les symptômes d'une nouvelle bulle continuent à s'additionner, comme le démontrent les dernières annonces de la bourse...



## Envolée des profits des banques US

Les résultats du second trimestre des banques étasuniennes ont été excellents, contrastant étonnamment avec les déceptions des derniers chiffres du PIB. [Le blog Investigationfinancière a compilé les résultats des principales banques](#) et les chiffres sont effarants, même en se contentant d'examiner les résultats nets, et non opérationnels, qui, eux, excluent les éléments exceptionnels, comme les différentes amendes infligées par la justice. [Goldman Sachs affiche 4 milliards de dollars de résultat net pour le premier semestre, sur 18,4 milliards de PNB](#) (Produit Net Bancaire, l'équivalent du chiffre d'affaire pour les banques), soit 21,7% de résultat net sur chiffre d'affaire, un niveau de rentabilité qui en dit long sur la situation économique réelle des banques, d'autant plus qu'elles versent des salaires énormes.

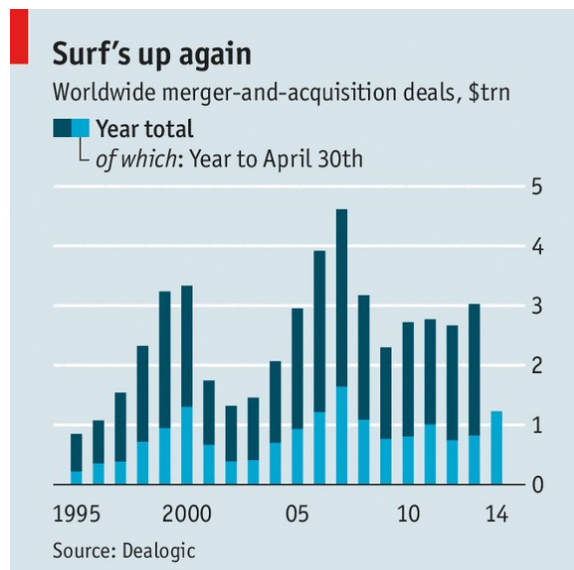
[JP Morgan affiche la bagatelle de 11,3 milliards de dollars de résultats nets pour le premier semestre, sur 49,2 milliards de PNB](#), soit 23% de résultats nets sur PNB. [Morgan Stanley a annoncé 3,6 milliards de profits pour 17,5 milliards de PNB, soit 20,6% de résultats nets sur PNB](#). Il est tout de même très révélateur de constater l'homogénéité de résultats nets aussi énormes, compris entre 20 et 23% du PNB, ce qui révèle à la fois que leur activité est

extraordinairement rentable, et finalement très peu concurrentielle sur les prix. Bien sûr, [Citigroup a annoncé des résultats moins forts au second trimestre](#), mais cela vient principalement d'éléments exceptionnels. Ceci amène logiquement à se poser des questions sur notre modèle économique, qui crée une situation de rente phénoménale pour ces banques.

### D'autres facteurs de surchauffe



L'envolée des profits (et des cours de bourse) des banques ([comme des autres entreprises](#)) est un élément caractéristique des phases de bulle. Mais ce n'est pas le seul. Problème, beaucoup d'autres éléments traditionnels des bulles peuvent être rassemblés aujourd'hui. D'abord, les records de nombreux indices, aux Etats-Unis ou en Allemagne. [Le Dow Jones a passé les 17 000 points, après être tombé de plus de 14 000 à moins de 6 000 de 2007 à 2009](#), un quasi triplement depuis son point le plus bas ! Finalement, [ma prévision d'un niveau de 25 000 points avant un nouvel effondrement](#) semble moins improbable aujourd'hui. Cela est d'autant plus critique que les cours sont élevés, même par rapport aux profits, [une conséquence partielle des politiques monétaires accommodantes des banques centrales](#). Encore pire, [il semblerait que nous soyons proches du pic de profits de ce cycle économique](#).



Ensuite, l'envolée des rachats d'entreprise (illustrés, en France, par la terrible affaire Alstom) est également typique des phases de bulle puisque les cours trop élevés de bourse permettent de financer ce qui ne serait pas possible de financer autrement. Les précédents pics avaient été atteints en 2000 et 2007, à chaque fois une année avant un krach. Pour l'instant, la tendance est à la hausse, mais on ne peut pas encore dire pour combien de temps cela va durer. On peut également voir dans la vague de rachat d'action un phénomène typique d'une période de bulle, qui pousse les marchés à des niveaux déraisonnables, avant que la réalité ne finisse par les rattraper, en général avec grand fracas, surtout quand cela est financé par l'endettement. Dernier indice : The Economist notait il y a un mois que le niveau de volatilité des marchés était revenu à un niveau proche de celui d'avant la crise financière, en 2007.



A première vue, on pourrait se dire que le krach est proche. Cependant, les expériences passées indiquent que la plupart du temps, il faut que la phase de bulle atteigne des sommets totalement délirants pour que les marchés se retournent. Paradoxalement, il y a sans doute encore de la marge...

## « Ce n'est pas un signe de bonne santé mentale que d'être bien adapté à une société malade... »

Charles Sannat 25 juillet

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Les États-Unis sont un pays particulièrement surprenant. Capable du meilleur comme du pire, pays de la démesure aussi bien géographique, économique que « sociale ». Historiquement plutôt attirants, les USA deviennent ces dernières années plutôt repoussants tant les excès y sont nombreux y compris sur la scène internationale.

Alors je fais partie de ceux qui préfèrent être « seul » dans un monde devenu fou, et être bien adapté à nos sociétés malades ne doit pas être un objectif recherché. Sachons au contraire cultiver l'essentiel et les valeurs morales qui l'accompagnent.

Dans ce monde souffrant des pires calamités aussi bien naturelles, auxquelles nous ne pouvons pas forcément grand-chose, qu'humaines comme les guerres, les massacres, la misère contre lesquelles il n'y a aucune fatalité à part nos choix désastreux et notre envie d'autodestruction, je voulais partager avec vous deux informations absurdes sur ce futur ex-grand pays que sont les États-Unis, un empire en déclin, en faillite et qui a déjà perdu la guerre des valeurs qu'il incarnait jadis comme la liberté, la justice, les possibilités ouvertes à tous, bref, le rêve américain définitivement détruit lors de l'effondrement des Twin Towers.

### **Sécheresse en Californie : ils peignent leur pelouse en vert**

Alors que des femmes, des enfants et des hommes meurent sous les bombes à Gaza, en Ukraine, en Syrie, en Irak et je n'irai pas plus loin dans la liste sans fin des pays en guerre (il y a par exemple un génocide en cours au Congo), alors que des millions d'être humains meurent de faim, du manque d'eau potable ou de soin, alors que des milliards d'autres travaillent dans des

conditions digne de l'esclavagisme, la Californie connaît une énorme sécheresse.

Cette sécheresse entame sa troisième année consécutive, « le niveau des lacs est au plus bas, l'agriculture souffre et la guerre de l'eau fait rage ».

Les prix du mètre cube d'eau explosent, on évoque même la possibilité de réduire la population dans ces coins-là et Las Vegas pourrait ne plus être approvisionné. Cette ville est évidemment une aberration aussi bien morale qu'environnementale. En plein désert, elle finira par rejoindre la grande liste des villes fantômes abandonnées.

En attendant, les municipalités rationnent la consommation d'eau et interdisent aussi bien le lavage intempestif des voitures comme les arrosages automatiques des pelouses.

Mais nous sommes aux États-Unis mes amis et aux USA, une pelouse doit être verte. C'est obligé ! Il ne viendrait pas à l'idée d'un américain d'avoir un gazon couleur « paille » (comme le mien l'été dans ma grange). Non. Il doit être vert. Et comme il n'y a pas d'eau... heureusement qu'il y a de la peinture...

On a donc appris, et vous pourrez voir une vidéo un peu plus bas, que « plusieurs petites entreprises californiennes ont trouvé une solution à ce problème : peindre les pelouses en vert. Ainsi, l'herbe retrouve sa couleur naturelle, cela permet d'économiser l'eau en arrosant moins et l'honneur est sauf. La vidéo mise en ligne par I-Télé et visible ci-dessus montre la façon dont ces nouveaux jardiniers repeignent les pelouses ».

Évidemment, la peinture n'a jamais été le produit le plus écolo et je ne suis pas sûr que les petites bêtes qui vivent dans l'herbe apprécient vraiment d'être peintes en vert mais que voulez-vous, la pelouse doit rester verte.

Partout, le monde se meurt mais les « Zaméricains » peignent leur pelouse. Nous sommes rentrés dans l'ère de la frugalité et de la simplicité volontaire. La consommation de masse n'est pas une liberté mais une aliénation. La consommation de masse est également un « crime contre l'humanité » dans la mesure où certains sont prêts à tout pour faire toujours plus de fric sur le dos d'autrui.

Le grand tort de nos amis Américains n'est pas d'être américains. C'est d'être des crétins décérébrés qui préfèrent massacrer leur environnement comme



celui des autres afin de faire perdurer un système de surconsommation de masse absurde et déjà condamné.

### **New York : un immeuble avec une entrée pour les « pauvres » et une autre pour les « riches »**

De l'autre côté sur la côte Est, la ville de New York a accepté les plans très controversés d'un promoteur immobilier qui a souhaité distinguer l'entrée principale réservée aux propriétaires, de celle réservée aux locataires « pauvres ».

Mais c'est vrai ça, la mixité c'est une chose mais surtout sans devoir se voir. Et puis tant que nous y sommes, nous pourrions aussi faire une porte réservée aux noirs ou aux juifs... tant que l'on y est ! Si ce type de système est acceptable alors quelles sont les limites ? Pourquoi ne nous arrêterions qu'à l'aspect des richesses pour faire de la discrimination ? Il s'agit là d'un « apartheid » moderne ayant l'argent comme élément discriminant. Est-ce cela le « progrès » ? Peut-on cautionner ce type d'approche ?

Alors dans ce monde de fou, il y a encore quelques réminiscences de la raison, ainsi le « président de l'arrondissement de Manhattan a promis cependant qu'il mettrait son veto aux prochains projets semblables qui prévoit des entrées séparées – ce qui favorise la discrimination entre Américains –, rapporte le *New York Post* ».

Il y aura toujours des différences et d'ailleurs elles sont souhaitables et profondément naturelles. Il y aura toujours des quartiers riches et des quartiers pauvres, de beaux immeubles et des moches, des choses cher et bon marché, telle n'est pas la question.

La question ici c'est de mettre en place une hiérarchie entre les individus et d'octroyer des droits différents en fonction de la caste à laquelle vous appartenez. In fine, on peut parfaitement imaginer une majorité de blancs riches et propriétaires ayant leur belle entrée et une majorité de noirs fauchés rentrant par derrière. Un peu comme dans les bus autrefois où il y avait ceux réservés aux blancs et ceux pour les noirs.

L'économie et le marché ne peuvent pas tout justifier, sinon alors nous acceptons le totalitarisme marchand et bien qu'il soit marchand, il est avant tout totalitaire. Au nom du rendement, nous « arrêterons » de soigner les vieux à partir de 76 ans (proposition de loi US). Au nom des bénéfices, nous

ferons payer le droit de respirer ce qui veut dire de vivre (taxe sur l'air au Venezuela). Nous rendrons tout marchand y compris l'amour.

Je ne veux pas vivre dans un tel monde qui est la négation de l'homme, de sa richesse et de sa diversité.

Alors peut-être que nous sommes les derniers des Mohicans ou les précurseurs d'un mouvement plus large, je n'en sais rien. Ce qui est sûr en revanche c'est que ce n'est pas un signe de bonne santé mentale que d'être bien adapté à une société malade.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!



<http://www.youtube.com/watch?v=wSG6KU2tBkg>

## [« Ralentissement inattendu » de la croissance US dans l'industrie](#)

C'est l'agence de presse Reuters qui nous apprend que de façon fort surprenante et étonnante, « le secteur manufacturier américain a vu sa croissance décélérer contre toute attente en juillet ».

Alors je pense que comme moi, vous êtes surpris par la vigueur de la non-reprise de l'économie américaine. Il faut dire tout de même que la FED injecte un peu moins de liquidités dans le système... mais comme de toutes les façons, cela n'allait pas dans l'économie réelle mais dans les marchés financiers...

Il n'y a pas de croissance aux États-Unis, il n'y a que des chiffres même pas truqués mais avant tout cachés et interprétés de façon mensongère par les « analystes ».

Charles SANNAT [Source Boursier.com ici](#)

## **Grèce : privée d'électricité pour cause d'impayés, une tétraplégique décède**

C'est notre AFP nationale qui nous apprend aujourd'hui qu'une « tétraplégique sous assistance respiratoire est décédée mercredi à La Canée, sur l'île de Crète, une heure après que l'électricité a été coupée à son domicile en raison de factures impayées ».

En Grèce, plus qu'ailleurs, la crise et la misère économique tuent au sens propre de très nombreux citoyens grecs. Mais il n'y a pas qu'en Grèce. En France, le nombre de suicidés lié au travail ou plus précisément au manque de travail augmente sans même parler des immolations régulières sur lesquelles une omerta est maintenue afin de ne pas susciter de « mode » ou de phénomènes de mimétisme désastreux.

Aux USA, c'est exactement le même phénomène. Manque de soins, manque d'argent, décès prématurés.

Ce monde est tout simplement devenu fou.

Charles SANNAT [Source site romandie.com ici](#)

## **L'ex-DG de Banco Espirito Santo placé en garde à vue**

Selon une dépêche Reuters, « Ricardo Espirito Santo Salgado, patriarche de l'empire familial portugais Espirito Santo et ancien directeur général de Banco Espirito Santo, a été placé en garde à vue jeudi et doit comparaître devant un juge ».

Je crois que nous avons affaire là à la première arrestation de patron d'une grande banque depuis le début de la grande crise en 2007. Je ne parle pas des Kerviel et autre lampiste exécutés en place publique en lieu et place des grands mamamouchis qui les dirigeaient. Alors champagneeee !

Charles SANNAT [Source Boursorama.com ici](#)

## Sanctions antirusses : la position de Moscou soutenue au sein de l'OMC

Les Russes menacent les Américains de porter devant les tribunaux de l'OMC les différends au sujet des sanctions économiques et les USA ainsi que l'Europe devraient y être condamnés compte tenu des règles régissant le commerce mondial. Cela pourrait être presque drôle si ce n'est que nous sommes au bord de la guerre.

Charles SANNAT

### **MOSCOU, 24 juillet – RIA Novosti**

Certains membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) soutiennent la position de Moscou selon laquelle les sanctions décrétées par les États-Unis et d'autres pays contre la Russie violent les dispositions clés des principaux documents de cette organisation, a annoncé jeudi le ministère russe du Développement économique.

Les sanctions constituent notamment une dérogation à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) dont elles violent la clause de la nation la plus favorisée, les dispositions relatives à l'accès aux marchés des services, ainsi que les règles régissant les paiements et les transferts bancaires. Les mesures restrictives adoptées contre la Russie violent également l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (AGETAC).

« On a l'impression que les États-Unis nous poussent délibérément à utiliser les mécanismes judiciaires de l'OMC, ce qui pourrait avoir des conséquences extrêmement négatives pour l'ensemble du commerce mondial », lit-on dans une déclaration faite par la délégation russe à l'OMC.

En représailles au rattachement de la Crimée à la Russie et à la position de Moscou sur la crise en Ukraine, les États-Unis et l'Union européenne ont décrété des sanctions contre Moscou, accusé d'envenimer le conflit dans ce pays. Moscou a à plusieurs reprises indiqué que le langage des sanctions n'était pas de mise avec la Russie.

[Source RIA-Novosti ici](#)

## Crédits du FMI : sauvetage de l'économie ou mauvais service ?

Charles Sannat 25 juillet

Le Fonds monétaire international (FMI) avait pour vocation d'aider les pays économiquement affaiblis, de contribuer à la stabilisation du système financier mondial. Du moins, c'étaient les objectifs que poursuivaient les idéologues du FMI à sa création après la Seconde Guerre mondiale. Mais aujourd'hui, plusieurs décennies après sa création, le FMI ne suit pas ces préceptes à la lettre.

Le Fonds accorde des crédits aux pays qui ont besoin de cette aide financière, mais ses crédits sont accompagnés d'une série de conditions qui déstabilisent davantage l'économie mondiale et rendent les pays débiteurs encore plus dépendants financièrement des pays occidentaux.

L'idée de créer un fonds de stabilisation financière qui pourrait venir en aide aux pays qui en ont besoin a été pour la première fois formulée à la fin de la Seconde Guerre mondiale, lors de la conférence des Nations Unies à Bretton Woods. Les experts ont commencé alors à évaluer le préjudice causé au monde par la guerre, et le souvenir de la grande dépression des années 1930 ne s'était pas encore effacé dans les esprits.

C'est une idée noble, celle de protéger l'économie des nouvelles crises, qui fut à l'origine de la création du FMI, mais cette idée a changé avec les années. Désormais, pour améliorer la situation financière des pays emprunteurs, le fonds délivre des crédits en demandant en échange des garanties. Cependant, ces garanties sont généralement contraires à l'objectif initial, affaiblissant davantage l'économie du pays, explique le directeur du groupe de sociétés ALOR Sergueï Khestanov.

« Sa politique et ses recommandations ont pour objectif non pas le développement économique et la création de conditions pour la prospérité des pays, mais la correction de la balance des paiements. Les exigences du FMI incluent notamment la liberté du mouvement des capitaux. Souvent, cette liberté des capitaux se transforme en une sortie importante des capitaux, surtout pour un pays qui connaît des problèmes économiques. Et l'une des exigences importantes du FMI c'est la privatisation de plusieurs secteurs de l'industrie. Or, nous savons que dans certains secteurs existent des monopoles naturels, dont l'organisation de la privatisation est complexe, conduisant à des conséquences négatives. »

Une autre condition c'est l'arrêt des subventions de l'agriculture par l'État. L'économie du Mexique a déjà subi les conséquences économiques de cette

condition. Ce pays, considéré comme le berceau du maïs et le principal exportateur de cette culture, s'est transformé peu à peu en son principal importateur. En outre, l'une des principales exigences du FMI que ressent généralement la population d'un pays, c'est l'arrêt du versement des allocations sociales et de l'aide destinée aux citoyens.

Pour bénéficier d'un crédit du FMI, les autorités du pays doivent réduire les subventions sociales. En conséquence, les mesures qui devaient soutenir l'économie affaiblie la mettent dans une situation bien pire par rapport à la situation d'origine, forçant ce pays à contracter de nouveaux crédits.

Le principal instrument financier du monde se transforme ainsi en un instrument de pression politique, explique l'expert d'Absolut Bank Ivan Fomenko.

« Les coopératives agricoles font faillite et leurs employés se retrouvent sans travail. Ces personnes n'ont aucun revenu, ils ne peuvent pas consommer et cela ralentit l'économie. Le schéma est simple : tout confisquer, et couper les moyens de financement, pour que le gouvernement puisse faire des économies. Mais en même temps les recettes fiscales sont également en train de se réduire, alors que ces fonds sont la source principale de revenus. Le FMI place les gouvernements des pays dans une situation, forçant les gouvernements à s'adresser au FMI pour demander un nouveau crédit. »

Si l'institution financière commence à jouer un rôle dominant dans le domaine politique, cela soulève tout de suite des doutes quant à son objectivité. Le FMI est fortement critiqué pour sa position ouvertement pro-américaine. Cette organisation n'a jamais été dirigée par un Américain, mais la présence américaine en son sein est très perceptible. Le poids du vote de tous les membres du fonds est déterminé par la contribution que verse chaque pays. Lorsque le fonds venait d'être créé, l'économie des États-Unis était en effet la plus forte du monde. Mais au cours de ces dernières décennies, les économies des pays émergents ont commencé à rattraper par leur niveau de développement les États-Unis, alors que le rapport des forces à l'intérieur du FMI est resté inchangé, ajoute Sergueï Khestanov.

« De nombreux pays en développement, dont le niveau économique a fortement augmenté, critiquent le FMI, car sa direction ne veut pas changer le modèle d'après lequel le fonds fonctionne depuis sa création. Ces pays sont prêts à augmenter leur contribution au FMI contre une augmentation

proportionnelle de leur part des votes lors des prises de décision. Ces discussions sont menées depuis plusieurs décennies et la Russie, tout comme la Chine, essaient constamment de convaincre la direction du FMI de changer les règles du jeu. En vain. Ce sont les États-Unis qui ont le droit de prendre la décision, alors que ce pays ne pèse plus si lourd dans l'économie mondiale. Cela encourage donc de nombreux pays à créer des fonds alternatifs. »

Une des ces initiatives est la mise en place de la Banque de développement et du Fonds de stabilisation des pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Avec le temps, cette structure pourra rivaliser avec le FMI. Selon le président russe Vladimir Poutine, ces institutions aideront les pays BRICS à acquérir une plus grande indépendance à l'égard de la politique financière des « puissances occidentales ».

[Source RIA-Novosti par La Voix de la Russie ici](#)

## Voitures Electriques: Le marché dépasse les bornes

[2000watts.org](http://2000watts.org) Jeudi, 24 Juillet 2014



Depuis le début de l'année en France il s'est vendu 6'444 véhicules électriques dont 4'302 voitures électriques pour les privés. C'est 10% de moins qu'au premier semestre 2013 (4'779 immatriculations). Le marché de la voiture électrique reste marginal et il ne représente que le 0,5 % des immatriculations du pays. C'est un peu comme avant le grand boom des énergies renouvelables. Nous en étions à moins de 1% il y a 10 ans pour dépasser les 10% aujourd'hui. Cependant, tous les signes sont au vert pour que le marché décolle!

En avril, il s'est écoulé 821 véhicules, dont près de la moitié de ZOE de Renault.

### **Hausse constante des immatriculations**

En 2010, il s'était immatriculé 184 véhicules sur l'année et 2'630 en 2011, notamment porté par Peugeot et Citroën.

En 2012, 5'663 voitures ont été écoulées, dont un tiers de Bluecar de Bolloré pour équiper le réseau Autolib de Paris.



En 2013, 8'779 électriques ont trouvé preneur. C'est cette fois la ZOE qui a dynamisé le marché.

En 2014: près de 9 000 exemplaires sont attendus avec les nouveaux réseaux de véhicules de Bolloré (Lyon, Bordeaux) et l'accélération de e-Up (Volkswagen) ainsi que de la Model S de Tesla ou l'i3 de BMW.

2010: 184

2011: 2'639

2012: 5'663

2013: 8'779

2014: 4'302 (jusqu'en juin)

L'arrivée des BMW électrique, la TESLA, la e-UP de Volkswagen ou la continuité de Peugeot, Citroën ou Renault devraient faire décoller les installations de recharge qui est la clé du succès des voitures électriques. TESLA a déjà le projet d'équiper certaines autoroutes avec les recharges ultra rapides et IKEA ou LECLERC se sont également lancés dans la brèche.

### **La Norvège en avance**

En Norvège, les facilités accordées aux détenteurs de véhicules électriques (utilisation des couloirs de bus, stationnement gratuit, etc.) a boosté les ventes pour atteindre 10% des nouvelles voitures (sur 140'000 véhicules) soit 14'000 véhicules par an.

### **La Chine: le dernier venu passe devant tout le monde**

L'arrivée du Chinois BYD (Build Your Dream) va certainement bouleverser ce marché. Associé à Mercedes le marché de la voiture électrique est en pleine explosion en Chine alors que le Gouvernement vient d'annoncer que le 30% des véhicules gouvernementaux devront être électriques d'ici à 2016.

## **Le FMI abaisse encore et toujours ses prévisions de croissance ...**

Lilian DELFAU – News360x juillet 25th, 2014 | by [News360x](#)



*Une fois n'est pas coutume, le Fonds monétaire international a de nouveau abaissé sa prévision de croissance annuelle aux Etats-Unis.*

La progression du produit intérieur qui était sensée atteindre les 2.6% en [Octobre](#) puis les 2.8% au mois d'Avril selon le même organisme **a été révisée à 1.7% et sera sans doute révisée à nouveau dans les prochaines semaines**. Alors que beaucoup d'économistes et intervenants nous promettaient un rebond à la hauteur du recul du premier trimestre (de 3% pour rappel), les bonnes grâces de l'économie semblent avoir quitté les contrées américaines.

L'objectif n'est pas ici de répéter ce que disent ici et là Les Econoclastes ou M.Sannat, mais il apparaît évident que quand on table sur une augmentation de la croissance parce que l'on constate une augmentation du patrimoine des ménages, **alors que celle-ci n'est due qu'à l'inflation de leurs biens immobilier et des actifs**, il y a peu de chances que les propriétaires virtuellement plus riches dépensent de l'argent dont ils ne souhaitent ou ne peuvent pas disposer à l'instant T.

Ce déraisonnable excès d'optimisme de la part du FMI peut être également observé dans le compte rendu publié peu après :

*Aux États-Unis, l'activité a déjà commencé de rebondir, mais la reprise ne compensera qu'en partie les résultats du premier trimestre. La croissance devrait être en moyenne de 1,7 % en 2014 puis atteindre 3 % en 2015.*

Quant à la croissance française, ne vous inquiétez pas, le FMI prévoit une croissance de 0.7% cette année, chose très éventuellement admissible, puis de 1.4% en 2014. Pour rappel la croissance française est bloquée à 0.3% depuis 2012.

**Or, que prévoyait le FMI pour les années 2012 et 2013 en 2011 ?** On pouvait lire alors sur [La Tribune](#) : « *la croissance française est désormais attendue à 1,6% eu lieu des 1.9% prévus* », au lieu des 0.3% que nous avons obtenu, soit des chiffres d'une inexactitude édifiante, malgré une révision de 0.3 points alors prononcée.

**Messieurs les technocrates, arrêtez d'imaginer chaque année que les conditions de l'année qui vient seront meilleures que celles de l'année qui vient de s'écouler !**

Il serait temps d'admettre que les prophéties que l'on veut auto-réalisatrices n'ont comme conséquence que d'empêcher toute réelle visibilité pour les ménages et entreprises, et que des analyses plus rigoureuses devraient être enfin menées à bord de ce Titanic de l'Economie moderne qui ne semble pas, ou fait exprès de ne pas voir venir l'Iceberg à l'horizon.

## **UN PARI DE DUPES DES OCCIDENTAUX ?**

Par François Leclerc [PaulJorion.com](#) 25 juillet

Les polémiques ne manquent pas à propos de l'anéantissement des 298 passagers et membres d'équipage du vol MH 17, la principale étant sur qui en porte la responsabilité. Les autorités russes ont opposé leur version aux accusations des Américains et des Ukrainiens, mais ne rien ne garantit qu'une enquête aux contours encore indéfinis permettra d'établir les faits, surtout si elle se limite à la scène du crime, alors que des données radar – qui doivent probablement exister vu la totalité des moyens de détection déployés – pourraient seules prouver la localisation du tir du missile.

Pavé dans la mare, Alexandre Khodakovski, le commandant du « bataillon Vostok », qui n'est pas n'importe qui, a reconnu mercredi dans une déclaration à l'agence Reuters que les séparatistes possédaient des missiles antiaériens Buk, précisant que ceux qui avaient été pris à l'armée ukrainienne n'étaient pas opérationnels. Il a attribué la responsabilité du tir

aux Ukrainiens, car « ils savaient que le missile serait déployé là [vers Snejnoïe où il dirigeait] et ils ont provoqué le tir de ce Buk en lançant une attaque aérienne sur un objectif sans importance que leurs avions avaient ignoré pendant une semaine. » Il a ajouté : « Je savais qu'un Buk était venu de Louhansk. On m'avait alors dit que ce Buk était envoyé par la 'République populaire de Louhansk' », une région tenue par les insurgés. « J'étais au courant de la présence de cette batterie de Buk. On m'en avait parlé. Je pense qu'elle a ensuite été renvoyée là d'où elle venait (...) afin d'effacer les preuves de sa présence. »

Anticipant de nouvelles révélations qu'il semble redouter, le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé « une sorte de travail secret » et une falsification des données du contrôle aérien ukrainien qui serait en cours. Mais rien ne filtre de décisif en provenance ni des services américains, ni de ceux des autres pays surveillant de près l'espace aérien de cette région, dont les Français avec leur navire espion en Mer Noire. Apportant de nouveaux éléments, les membres des services américains se sont réfugiés dans l'anonymat afin de ne pas donner un caractère officiel à leur propos. Ils visent à démontrer qu'un système de missile aurait bien été rapatrié des territoires contrôlés par les séparatistes vers Rostov, en Russie, d'où partirait selon eux une aide aux séparatistes en matériel et artillerie lourde allant en s'accroissant. Autres éléments apportés au dossier : des photographies du fuselage de l'avion publiées par le *New York Times* montrent des impacts ne pouvant avoir été causés, selon un expert de *Jane's Information Group* interrogé, que par un missile sol-air (et non pas air-air, en référence à la présence hypothétique d'un Sukhoï ukrainien à distance de tir du Boeing révélée par les autorités russes) ; la découverte sur le site du crash que son cockpit avait été scié et qu'une partie avait disparu, amenant à s'interroger sur l'élément que l'on a très précisément cherché à cacher.

Mais le vice-ministre russe de la Défense peut aujourd'hui réclamer des preuves de la localisation du tir dans la région contrôlée par les séparatistes, celles-ci n'étant toujours pas fournies, l'examen en cours des boîtes noires de l'appareil n'ayant aucune chance d'être fructueux à ce sujet. Est-ce à dire que bien que ces preuves existent, une décision aurait été prise que ces preuves ne soient pas produites ? De privilégier une solution diplomatique, comme l'a annoncé Barack Obama, afin d'obtenir que Vladimir Poutine

retire son appui aux séparatistes ? Si cela devait être le cas, cela signifierait que le président américain se serait rallié au point de vue d'Européens emmenés par Angela Merkel qui ont d'importants intérêts économiques à préserver, comme l'affaire de la vente des bateaux de guerre français l'illustre. Les termes choisis pour la résolution du Conseil de sécurité, afin qu'elle soit adoptée par les Russes, tendraient à l'accréditer : « destruction de l'appareil » a remplacé « tir » qui était proposé dans la rédaction australienne initiale et suggérait un tir de missile. « Nous restons prêts à aider à la désescalade de la situation avec des mesures politiques et diplomatiques », a aussi déclaré mardi dernier le ministre des affaires étrangères allemand, Frank-Walter Steinmeier, comme s'il s'agissait là de l'objectif dont tout le reste devait dépendre.

En fait de désescalade, c'est à une intensification des combats que l'on assiste en ce moment dans l'Est de l'Ukraine. Ils se concentrent dans la région bordant la frontière russo-ukrainienne, par laquelle transiteraient les équipements militaires russes. Deux chasseurs Sukhoï ukrainiens ont été abattus hier, dans des conditions conduisant à s'interroger : ils volaient selon les autorités ukrainiennes à 5.200 mètres, une altitude qui les mettrait hors de portée des missiles dont disposent les séparatistes, selon les dires de ceux-ci. Qui a tiré et avec quels moyens ? Depuis, ces mêmes autorités ont supposé que l'un des appareils a été abattu par un missile air-air, or les séparatistes ne disposent pas de force aérienne.

Depuis son démarrage, la guerre qui se mène en Crimée et dans l'Est de l'Ukraine est qualifiée par les experts militaires de « guerre hybride » pour souligner qu'elle est menée masquée en alignant des soldats sans uniforme, s'appuyant sur des représailles économiques, des mesures d'intimidation politique et des campagnes de propagande à grande échelle. Une nature qui prend à contrepied les autorités militaires et conduit les politiques à engager des sanctions à reculons, qui ne sont pas suivies des effets espérés. En dépit de déclarations apaisantes depuis que le vol MH 17 a été abattu, Vladimir Poutine n'a toujours pas donné de signe tangible de désescalade, comme s'il n'avait aucun moyen d'influence sur les séparatistes ou ne voulait pas les exercer, hypothèse plus probable.

En passant un accord avec lui, Angela Merkel n'a-t-elle pas fait un pari dont

l'enjeu consiste à échanger le silence sur les circonstances du tir de missile contre des discussions politiques aboutissant à ce que les armes se taisent ? Si c'est le cas comme il est vraisemblable, elle a conclu un marché de dupes. Les informations en provenance d'Allemagne ce matin faisaient état d'un durcissement de la position allemande, qui va se traduire par une intensification des sanctions à l'encontre de la Russie. Car cette guerre est de moins en moins hybride et fait de plus en plus appel à des équipements dont les séparatistes ne disposent pas et que les autorités russes leur fournissent, entrainement compris si l'on en croit les services américains.

Jusqu'où les sanctions pourraient-elles aller, afin d'atteindre ce que les chefs d'État avaient intitulé la « phase 3 » ? Une décision n'est attendue que mardi prochain, l'unanimité des 28 membres de l'union européenne étant requise. Quinze nouveaux noms de Russes et d'Ukrainiens ont été ajoutés dans l'immédiat à la liste des 70 à qui il est d'ores et déjà interdit de voyager dans l'Union européenne. Le stade suivant, qui reste en discussion, pourrait notamment consister à couper les banques publiques russes de leurs sources de financement européennes. Mais va-t-on pouvoir longtemps justifier, avec quels résultats à l'appui, de ne pas identifier sans aucun doute possible les responsables d'un tir de missile sur un avion civil ayant à bord 298 personnes ?

**Remerciements à Paul Jorion de [www.pauljorion.com](http://www.pauljorion.com)**

## **Les risques géopolitiques menacent la croissance, avertit le FMI**

**LesAffaires.com Publié le 24/07/2014**

Le Fonds monétaire international (FMI) a mis en garde jeudi sur les «aléas géopolitiques» en Ukraine ou au Proche-Orient, qui menacent une croissance économique mondiale déjà affaiblie par un léger coup de mou américain et chinois.

Plombé par ces «mauvaises surprises», le produit intérieur brut (PIB) du globe devrait progresser de seulement 3,4% cette année, accélérant par rapport à 2013 mais accusant un recul de 0,3 point par rapport aux précédentes estimations publiées en avril, détaille le FMI.

«Les aléas géopolitiques se sont aggravés depuis avril: les risques d'une flambée des cours du pétrole s'accroissent en raison des récents événements au Moyen-Orient, et ceux liés à l'Ukraine persistent», écrit l'institution internationale dans l'actualisation de ses prévisions mondiales.

Poids lourd de la production pétrolière, l'Irak est déstabilisé par une insurrection islamiste tandis que la crise ukrainienne s'est aggravée avec le crash de du vol malaisien MH17.

Au coeur des tensions avec Kiev et ciblée par des sanctions occidentales, la Russie va payer un lourd tribut à la crise ukrainienne en frôlant la récession cette année (+0,2%), selon le FMI.

«L'activité a nettement ralenti en Russie» et «le repli de l'investissement devrait se prolonger», assure l'institution.

Quelques «bonnes surprises»

Selon le FMI, le regain de tensions politiques s'est par ailleurs conjugué à un coup de froid des deux premières économies mondiales.

Aux Etats-Unis, qui pèsent près d'un quart du PIB mondial, l'hiver rigoureux a paralysé l'activité et conduit, au premier trimestre, à la plus forte contraction économique dans le pays en cinq ans.

En conséquence, le FMI ne table plus que sur une croissance "décevante" de 1,7% dans le pays en 2014, en chute de 1,1 point par rapport à d'avril.

«C'est quelque chose qui est derrière nous», a toutefois nuancé le chef économiste du FMI, Olivier Blanchard.

Deuxième puissance économique mondiale, la Chine a, elle, vu sa demande intérieure fléchir «plus que prévu», affirme le FMI, qui abaisse sa prévision pour le pays à 7,4% (-0,2 point), ce qui serait la plus faible progression du PIB chinois en près d'un quart de siècle.

Sujet récurrent de tourments pour le FMI, la zone euro voit sa prévision de croissance inchangée à 1,1% même si l'institution continue à mettre en garde contre une déflation (baisse des prix) en "cas de chocs défavorables».

Au sein de la région, l'institution confirme la baisse de sa prévision de croissance pour la France, à 0,7% cette année.

«Dans les grands pays avancés, la stagnation menace à moyen terme»,



résume le FMI.

Le tableau n'est guère plus réjouissant pour les économies émergentes qui devraient dans l'ensemble connaître un léger tassement en 2014.

Le Brésil ne bénéficiera ainsi pas d'effet Coupe du monde: sa croissance économique est revue nettement à la baisse (-0,6) cette année, où elle devrait à peine dépasser les 1%, d'après le FMI.

«Les pays émergents - en particulier ceux qui ont des faiblesses intérieures et des vulnérabilités extérieures - pourraient se heurter à une brusque dégradation des conditions financières et à des reflux de capitaux en cas de changement d'humeur des marchés financiers», ajoute le Fonds.

Un tel scénario s'était produit au printemps 2013 quand les investisseurs, déboussolés, avaient brusquement retiré leurs fonds des pays émergents en spéculant sur un changement de cap monétaire aux Etats-Unis, qui n'a pas encore eu lieu mais qui approche.

«Je ne crois pas à un chaos financier majeur (...) mais il y aura des turbulences», prédit M. Blanchard.

En dépit de ces projections en demi-teinte, le FMI continue de tabler sur un rebond de la croissance mondiale en 2015, à 4,0%, ce qui serait son niveau le plus élevé depuis 2011.

L'institution distingue dès à présent de "bonnes surprises", en provenance du Japon, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et surtout de l'Espagne, pays qui se débattaient il y a encore quelques mois avec la crise de la dette de la zone euro.

Selon le FMI, la croissance de Madrid sera plus forte que prévu en 2014 (1,2%) comme en 2015 (1,6%).